

LES MINEURS AU COEUR DES CYBERVIOLENCES



Centre de Victimologie pour Mineurs

MARDI 28 JANVIER 2020
ESPACE REUILLY, PARIS 12

Haut Patronage



MINISTÈRE DE
LA JUSTICE



Centre de **Victimologie** pour Mineurs

Association Centre de Victimologie pour Mineurs

Unité Médico-Judiciaire, Hôtel Dieu
1, place du Parvis Notre Dame 75004 Paris
www.cvm-mineurs.org

 AssociationCVM

 CVMassociation

 assocvm

N°SIRET : 503 898 249 00027

N° d'organisme de formation continue : 11 7550917 75

Argument

*Colloque placé sous le Haut Patronage du Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice, Madame Nicole Belloubet*

L'espace numérique est un formidable outil de communication et de transmission d'informations, source inépuisable de connaissances, lieu de partages et d'échanges. Internet ne cesse d'ouvrir le monde.

Mais il a aussi un côté beaucoup plus sombre et expose à des dangers bien réels, notamment dans les sphères les plus intimes de la vie.

Au-delà de la fausse distanciation opérée par l'écran dans les cyberviolences, il s'agit surtout d'une métamorphose dans les modes d'agression : la possibilité d'agresser à travers une interaction visuelle de manière instantanée, répétée, anonyme, diffuse et extensive avec pour corollaire l'exercice de contraintes ou de menaces. Seul quelqu'un derrière un écran suffit.

Le phénomène est de grande ampleur puisque 10% des 6-18 ans déclarent avoir déjà été agressés ou harcelés sur internet ou les réseaux sociaux. Mais savons-nous réellement à quoi sont exposés les enfants et les adolescents sur la toile ? Comment fonctionnent Snapchat, Tik Tok, ou Fortnite ? Que signifient « sexting », « live streaming » et « happy slapping » ? Ce monde virtuel en perpétuel mouvement, utilisant un langage qui lui est propre, déstabilise souvent les adultes entourant les enfants. Parents et professionnels ont pourtant un rôle majeur à jouer dans la sensibilisation et l'éducation auprès des plus jeunes.

Cette journée souhaite évoquer les différentes formes de cyberviolences par des approches pluridisciplinaires et complémentaires.

L'objectif est de proposer aux professionnels de l'enfance et de l'adolescence des outils afin qu'ils puissent devenir des guides avertis dans l'utilisation de l'espace numérique.

Programme

Matin – Réalités des cyberviolences

8h50

Introduction de la journée

Mélanie DUPONT, psychologue, docteur en psychologie, Unité Médico-Judiciaire (UMJ), Hôtel Dieu, Paris, présidente de l'association Centre de Victimologie pour Mineurs (CVM).

Présidente de séance : Caroline REY-SALMON, pédiatre, médecin légiste, Unité Médico-Judiciaire (UMJ), Hôtel Dieu, Paris, expert près la cour de Cassation, trésorière de l'association Centre de Victimologie pour Mineurs (CVM).

9h

Enfances, adolescences et cyberviolences : quelle présence et quelles stratégies pour les adultes ?

Christophe MOREAU, sociologue et directeur de JEUDEV, Rennes (www.jeudevi.org)

9h40

La lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs en ligne

Véronique BECHU, capitaine de police, cheffe du groupe central des mineurs victimes, direction centrale de la police judiciaire

10h20

Pause

Présidente de séance : Marianne SANCHEZ, psychologue, Unité Médico-Judiciaire (UMJ), Hôtel Dieu, secrétaire de l'association Centre de Victimologie pour Mineurs (CVM).

10h50

L'enfant victime confronté à la justice

Dominique ATTIAS, avocate, vice-présidente de la fédération des Barreaux d'Europe, ancienne vice-bâtonnière de l'ordre des avocats à la Cour de Paris, membre du conseil de l'Ordre

11h30

Aspects psychologiques des cyberviolences

Dr Emmanuelle PEYRET, praticien hospitalier, responsable de l'unité fonctionnelle d'addictologie du service de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent du CHU Robert Debré

12h10

Adrien TAQUET, Secrétaire d'Etat en charge de l'enfance auprès de la Ministre des Solidarités et de la Santé

12h40

Déjeuner libre

Après-midi – Prévention et sensibilisation des cyberviolences

Présidents de séance : Cécile PERONNET, enquêteur contentieux mineurs victimes, Gendarmerie Nationale, Rennes, trésorière adjointe de l'association Centre de Victimologie pour Mineurs (CVM), et Nicolas SOUSSY, médecin légiste, Unité Médico-Judiciaire (UMJ), Hôtel Dieu, Paris, secrétaire adjoint de l'association Centre de Victimologie pour Mineurs (CVM).

14h *Internet, bien comprendre pour mieux accompagner*

Samuel COMBLEZ, directeur des opérations de l'association e-Enfance, et Gwenn AMOURY, responsable du pôle interventions de l'association e-Enfance

15h *Quelles innovations pour la prévention des cyberviolences ?*

Philippe COEN, président fondateur de l'ONG Respect Zone

15h30 *Le jeu vidéo pour lutter contre le cyberharcèlement*

Axelle DESAINT, responsable éditoriale et pédagogique Internet Sans Crainte de TRALALERE

16h30 *Comprendre et prévenir le cybersexisme*

Aurélie LATOURES, chargée d'études, observatoire régional des violences faites aux femmes du centre Hubertine Auclert (centre francilien pour l'égalité entre les femmes et les hommes)

17h *Fin de la journée*

Enfances, adolescences et cyberviolences : quelle présence et quelles stratégies pour les adultes ?



Christophe MOREAU

Sociologue et directeur de JEUEVI, Rennes (www.jeuevi.org)

L'avènement du numérique constitue une mutation anthropologique majeure à l'échelle mondiale, qui modifie notre rapport aux autres et au monde. Elle apporte de nouveaux éléments culturels, notamment chez les jeunes générations, mais aussi accentue des vulnérabilités qui étaient déjà là. A travers des données publiques et des analyses sociologiques, l'intervention s'attachera à circonscrire les phénomènes de violence qui peuvent être accentués, en France, par les réseaux numériques : harcèlement scolaire et diffamation ; sexualité en ligne, pornographie et exploitation sexuelle ; trafic de stupéfiants... Seront ensuite abordés des phénomènes émergents : le droit à l'image, la violation des données ou l'usurpation d'identité ; les jeux en réseaux ; les phénomènes de radicalisation dans leur diversité ; les trafics divers et les jeux d'argent sur le Darknet ; les défis mortifères autour de l'alcool, de mises en danger pouvant aller jusqu'au suicide... L'intervenant portera ensuite un regard sociologique sur la construction adolescente et la tendance actuelle à l'assèchement de l'attention et de la relation, et abordera les enjeux majeurs qui sont posés en termes de prévention et d'accompagnement éducatif : places et rôles des parents, des institutions scolaires, sociales et judiciaires.



La lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs en ligne



Véronique BECHU

Capitaine de Police, cheffe du Groupe Central des Mineur Victimes, Direction Centrale de la Police Judiciaire

Le groupe central des mineurs victimes (GCMV) est un groupe opérationnel composé de 13 enquêteurs, policiers et gendarmes, spécialisés dans deux thématiques : d'une part, la lutte contre la pédopornographie sur internet avec en objectif principal, l'interpellation des producteurs d'images et vidéos mettant en scène, prioritairement, des enfants pré-pubères et l'identification des victimes de ces délinquants à haut profil de risque; d'autre part, la lutte contre le tourisme sexuel. Le GCMV est l'unique service en France en charge de cette dernière thématique, à l'encontre des nationaux qui commettent des abus sexuels à l'étranger, cette activité criminelle étant naturellement liée à la pratique de l'internet quant à la diffusion des images et films réalisés à l'étranger.

L'essor de l'Internet ainsi qu'une accessibilité facilitée par l'usage des écrans par des mineurs, même pré-pubères, permet à la communauté pédophile d'entrer en contact directement avec leurs cibles afin d'obtenir du matériel pédopornographique. Les infractions de « sextorsion » à des fins sexuelles ou financières et de « grooming » - dont le développement est exponentiel - touchent particulièrement les mineurs en France.



L'enfant victime confronté à la justice



Dominique ATTIAS

Avocate, Vice-Présidente de la Fédération des Barreaux d'Europe, Ancienne Vice-Bâtonnière de l'Ordre des Avocats à la Cour de Paris, Membre du Conseil de l'Ordre

La génération Z passe de plus en plus de temps devant les écrans. C'est ce qui ressort d'une étude IPSOS JUNIOR CONNECT 2017 réalisée auprès de 4.700 jeunes de moins de vingt ans.

42% des 13/19 ans était sur Snapchat en 2016.

Ils étaient 57% en 2017.

81% des ados étaient possesseurs d'un smart phone en 2017 alors qu'ils n'étaient que 77% l'année précédente.

Si les effets sont parfois positifs, les dégâts causés par les cyberviolences sont dévastateurs et la justice est confrontée à des enfants et adolescents qui, tour à tour, sont auteurs ou victimes de cyberviolences étant parfois même des deux côtés du prisme.

Confrontés à cette justice, les enfants subissent parfois de l'institution, une violence supplémentaire.

Le rôle de l'avocat spécialement formé au côté de l'enfant est donc majeur pour l'accompagner à tous les stades de la procédure, faire entendre sa parole, lui décrypter et donner du sens à une procédure souvent longue et parfois lourde de conséquences.

Aspects psychologiques des cyberviolences



Dr Emmanuelle PEYRET

Praticien hospitalier, responsable de l'unité fonctionnelle d'addictologie du service de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent du CHU Robert Debré

Les cyberviolences, notamment lorsqu'elles se répètent, ont des conséquences diverses sur les court, moyen et long termes : souffrance émotionnelle, isolement social de la victime, problèmes de santé psychosomatiques, décrochage scolaire, absentéisme, voire actes suicidaires. La consultation d'addictologie du Service de Psychiatrie de l'Enfant et de l'Adolescent de l'Hôpital Robert Debré reçoit de plus en plus de jeunes accompagnés par leurs représentants légaux pour des conduites addictives aux écrans avec troubles anxieux et refus scolaire pouvant masquer et favoriser les cyberviolences.

Ces jeunes présentent fréquemment une faible estime de soi, des problèmes de comportement, des fréquentations de pairs déviants, une perception négative de la qualité de vie et de l'expérience scolaire, une solitude, des relations interpersonnelles difficiles en ligne et hors ligne, des ruptures d'amitiés ou encore de relations amoureuses, des situations de harcèlement hors ligne. Ils ont tendance à consommer plus de produits psychoactifs, et à développer des troubles du comportement, des troubles du sommeil, voire des dépressions. Perte de concentration, échec scolaire, démotivation, absentéisme et décrochage sont relevés chez les jeunes concernés par ce phénomène. La recherche d'un trouble neuro développemental ainsi qu'un soutien éducatif sont fréquemment nécessaires à la prise en charge de ces mineurs.



Adrien TAQUET

Secrétaire d'Etat en charge de l'enfance auprès de la Ministre des Solidarités et de la Santé

Avec Internet, nous avons découvert des possibilités inédites d'information, de communication, de participation. Les enfants s'en sont largement saisis, et nous pouvons nous en réjouir car c'est un espace dans lequel ils peuvent participer de manière extrêmement libre.

Mais nous ne pouvons pas être simplement spectateurs de cet accès à Internet, car il constitue aussi une exposition à de nouveaux dangers : cyberharcèlement, *fake news*, contenus préjudiciables, atteintes à l'intégrité et à la vie privée.

Harcèlement en ligne, accès des mineurs à la pornographie et développement de la prostitution via les sites sont trois dangers sur lesquels il faut continuer d'urgence à agir.

Internet, bien comprendre pour mieux accompagner



Samuel COMBLEZ

Directeur des opérations de l'association e-Enfance



Gwenn AMOURY

Responsable du pôle interventions de l'association e-Enfance

Internet, réseaux sociaux, téléphone mobile, jeux vidéo en ligne font aujourd'hui partie du quotidien des enfants et des adolescents. Leurs usages par les mineurs ne sont pas toujours suffisamment connus ni compris des adultes, notamment les parents. Les risques existent : cyber harcèlement, conséquences pour la santé, escroqueries, exposition à la pornographie, défis dangereux...

Face aux évolutions technologiques récentes et aux nouvelles pratiques, parents et éducateurs s'interrogent : que faire, comment se positionner, comment accompagner au quotidien l'utilisation de ces nouveaux outils du quotidien ? L'éducation au numérique pour tous, c'est apporter les clés de compréhension des enjeux et des pratiques numériques pour, dans le cadre de la parentalité, contribuer à l'autonomie numérique des mineurs en toute sécurité pour eux-mêmes et les autres.

L'Association e-Enfance :

Reconnue d'utilité publique et agréée par le Ministère de l'Education nationale, l'association e-Enfance est l'association française de protection de l'enfance sur Internet. Créée en 2005, elle intervient à la demande de toute structure qui en fait la demande pour sensibiliser les enfants du CE2 à la terminale, mais aussi leurs parents et les professionnels. Chaque année, elle sensibilise plus de 100 000 personnes aux risques liés aux usages numériques des mineurs.

L'association e-Enfance est également l'opérateur du numéro gratuit Net Ecoute 0800 200 000, service national téléphonique et internet de protection des mineurs sur internet. Chaque année, le service reçoit plus de 12 000 sollicitations. L'association e-Enfance est un partenaire privilégié du Ministère de l'Education nationale dans le cadre de la lutte contre le cyber harcèlement.





Quelles innovations pour la prévention des cyberviolences?

Philippe COEN

Président fondateur de l'ONG Respect Zone

L'intervention se centrera autour de plusieurs axes :

- Identifier les outils efficaces de lutte contre les cyberviolences pour les adolescents
- Réflexion autour d'une approche positiviste et empathique de prévention
- Que peuvent les chartes de droit souple vis-a-vis des adolescentes et de leur famille
- Réflexions sur le nouveau droit de la lutte contre la haine en ligne appliquées aux mineurs
- Culture des selfies et culte de la personnalité : rôle des parents et des éducateurs
- Améliorer le climat scolaire et le climat numérique aujourd'hui
- Comment co-construire les outils de demain?

Respect Zone (www.respectzone.org) est une ONG française de prévention positive des cyberviolences et de protection de l'enfance créée en 2014. Respect Zone œuvre pour l'exercice d'une liberté d'expression responsable, pour la prévention de la cyberviolence et la protection de la jeunesse. L'association est apolitique et non communautaire. Respect Zone offre un outil éducatif moderne pour se battre contre le racisme, l'antisémitisme, le sexisme, l'homophobie, la glorification de terrorisme, le stigmate de handicaps et le harcèlement.

L'association offre des outils positifs de communication pacifiante et d'éducation au numérique. Elle propose notamment un label et une charte à tous ceux qui veulent s'engager pour le Respect sur Internet. Respect Zone aide les mineurs à protéger la liberté de l'expression à l'aide de 'nudges' pour aider à "calmer le jeu" sur les réseaux sociaux et développer l'auto-modération. Respect Zone est fondée sur la responsabilité et l'éducation aux écrans et à l'esprit critique. L'association est implantée en Belgique, où nous avons eu l'honneur de faire notre entrée dans les programmes scolaires, aux Etats-Unis et à Singapour.

Respect Zone est partenaire de nombreuses institutions en France et à l'international : notamment de l'UNESCO, du Conseil de l'Europe, de la Commission Européenne et des ministères de l'Éducation nationale et de la Culture, de la DILCRAH, du Défenseur des Droits et de nombreuses entreprises. Respect Zone collabore avec nombre d'autres associations actives en matière de lutte contre le cyber harcèlement et la haine sur Internet.

Nos outils sont utilisés notamment en matière de jeux vidéo et de défense des personnes souffrant de handicap mais aussi pour aider les établissements scolaires, les communes ou les entreprises qui se labellisent et développent des initiatives proposées par Respect Zone. L'action éducative et scolaire est au centre des préoccupations de l'association qui permet de labelliser les écoles, de labelliser son profil en ligne et de bénéficier d'assistance juridique gratuite pour les personnes et les familles désireuses de connaître leurs droits sur Internet.





Le jeu vidéo pour lutter contre le cyberharcèlement

Axelle DESAINT

Responsable éditoriale et pédagogique Internet Sans Crainte, TRALALERE

Au-delà des réponses individuelles à apporter face à un cas de cyberharcèlement, la sensibilisation de l'ensemble des élèves tout au long de l'année est primordiale. Pleinement actif au sein du dispositif multi canal mis en place par les divers acteurs de l'éducation formelle ou informelle, le programme Internet Sans Crainte a créé Stop la violence, un serious game pour apprendre à identifier et lutter contre le cyberharcèlement.

Destiné à favoriser un bon climat au sein des établissements scolaires, Stop la Violence a été conçu comme un outil de médiation individuel et collectif pour développer les compétences psychosociales. Stop la violence reprend tous les codes du jeu vidéo et les applique dans le cadre d'une pédagogie actionnelle qui est au cœur du fonctionnement des ressources conçues par l'agence numérique TRALALERE.

Après avoir rappelé les objectifs pédagogiques principaux de cet outil numérique, nous montrerons ce que peut apporter la forme spécifique du Serious Game dans un processus de sensibilisation de jeunes entre 11 et 15 ans qui adresse à la fois les victimes, les harceleurs et les témoins.





Comprendre et prévenir le cybersexisme

Aurélie LATOURES

Chargée d'études, Observatoire régional des violences faites aux femmes du Centre Hubertine Auclert (centre francilien pour l'égalité entre les femmes et les hommes).

Selon un rapport publié par les Nations Unies (2017), près de 73% des femmes auraient été confrontées d'une manière ou d'une autre à des violences en ligne. Les femmes les plus jeunes sont particulièrement exposées, mais aussi les garçons qui ne répondent pas aux normes de la masculinité dominante. D'après une étude coordonnée par le Centre Hubertine Auclert et réalisée par l'OUIEP en 2015-2016 auprès de 1127 élèves de classes de 5ème à la Seconde en partenariat avec les Rectorats de Paris, Créteil et Versailles : les filles déclarent plus que les garçons avoir subi des violences en lien avec les outils numériques, et les violences qu'elles déclarent ont une forte dimension sexiste. 3 filles et 2 garçons par classe sont concerné-e-s par le cybersexisme. Ce sont des actes, commentaires, insultes, messages à caractère sexuel ou qui critiquent la manière de s'habiller, l'apparence physique, le comportement amoureux ou sexuel principalement des filles et de certains garçons, mais aussi la diffusion de contenus intimes sans l'accord et les commentaires humiliants qui sont associés. Comprendre la dimension sexiste de ces violences est essentielle pour pouvoir mener des actions de prévention adaptées. En s'appuyant sur les résultats de cette étude et sur les ressources disponibles, l'intervention outillera les professionnel-le-s pour comprendre le cybersexisme et connaître les outils pour aller plus loin et/ou concevoir des actions de prévention.



harcèlement défi
 rumeur sextisme
 sexting chantage défi
 vie privée réputation
 harcèlement rumeur
 piratage sexting
 chantage vie privée
 sextisme réputation

**net
 écoute.fr**
 0800 200 000
 Appel gratuit
 Chat en direct
 Messenger

Enfance

Internet Sans Crainte

Internet, Comment s'y retrouver ?
 www.internetsanscrainte.fr

avec **Vinz et Lou**

www.pointdecontact.net
 Net Ecoute : 0820 200 000

**FLAGRANT
 DÉLIT DE CYBERSEXISME !**

**SUR INTERNET AUSSI
 LE SEXISME EST UNE VIOLENCE.
 REFUSONS DE LE PARTAGER !**

le Centre
 hubert
 hucier

StoFrance AGISSONS SUR STOP-CYBERSEXISME.COM StoFrance

**JE M'ENGAGE
 POUR LE RESPECT**

Respect zone.org

- 1 JE RESPECTE L'AUTRE**
 La liberté d'expression, de la pensée et de la critique sont des droits fondamentaux que je défends. Aussi, quel que soit en ligne ou dans l'espace physique, j'accuse l'autre et j'adopte une communication non-violente et responsable, en conformité avec la présente Charte de auto-modération Respect Zone.
- 2 JE MODÈRE MES CONTENUS & MES PARTAGES**
 Internet et les réseaux sociaux sont des espaces de liberté où chacun peut communiquer, partager, apprendre et s'épanouir. Les droits de tous doivent être respectés, pour constituer un espace d'échanges au respect des autres et de soi-même. Je partage ce que je veux partager, sans nuire à autrui.
- 3 JE MODÈRE MES ESPACES NUMÉRIQUES**
 L'usage / le contenu d'un contenu en ligne, contraire à la Charte Respect Zone, sur un réseau numérique que je gère en ligne ou dont je la responsabilité, notamment ma page Facebook ou mon site internet, je modère très rapidement, en contexte et de manière appropriée selon le cas, soit :
 - en révisant de manière critique (contre-fausses) tout ce qui est ajouté à la plateforme (en YouTube, Facebook, Twitter, etc.) ou en retirant ce contenu.
- 4 J'AFFICHE LE LABEL**
 De manière visible, j'affiche le label Respect Zone sur ma photo de profil, mes réseaux sociaux, mes sites, mes blogs ou documents et espaces numériques. A chaque inscription au label Respect Zone, je poste sur www.respectzone.org. Je reconnais que le label Respect Zone appartient à l'Association Respect Zone qui autorise l'usage de cette marque selon les termes de la présente Charte.



SAVE the DATE

Safer Internet Day

Mardi
11 Février | 2020



European
Commission

INHOPE

insafe

Internet
Sans
 Crainte

net
écoute

POINT
de
CONTACT
NET



Centre de Victimologie pour Mineurs

L'association Centre de Victimologie pour Mineurs est née en 2008. Il s'agit d'une association loi 1901 à but non lucratif reconnue d'intérêt général qui regroupe des professionnels impliqués dans la protection de l'enfance.

Elle s'adresse aux mineurs victimes de violences, à leurs proches, aux professionnels de l'enfance et de l'adolescence et, de manière plus large, au grand public. Elle n'a pas vocation à recevoir des personnes, mineurs ou majeurs, mais a pour objectifs de transmettre des informations concernant les violences que les enfants peuvent subir et les interventions possibles, ainsi que de sensibiliser le grand public à ce problème de santé publique.

L'association CVM s'est donnée deux missions:

INFORMATION

L'information des mineurs victimes, de leurs familles, des professionnels et du grand public est centrale dans la prévention des abus et des violences commis à l'encontre des enfants et adolescents, et dans la prévention des conséquences liées à ces violences. En ce sens, le CVM réalise des outils de sensibilisation et d'information : campagne sur la maltraitance infantile, tutoriels et guides d'information, interviews de professionnels.

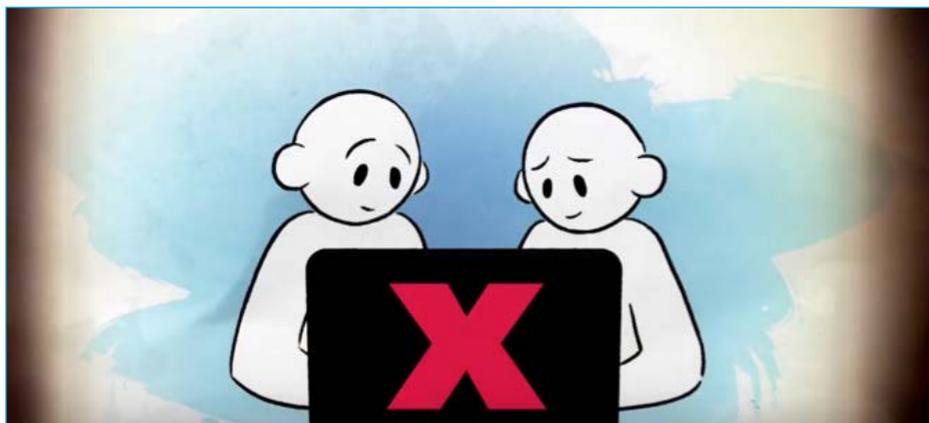
FORMATION

La formation des professionnels et la communication des connaissances scientifiques constituent des moyens cruciaux pour contribuer à l'amélioration de la prévention et du soin des enfants et adolescents maltraités. Le CVM organise un colloque annuel dont les conférences sont disponibles en vidéos sur le site internet.

Retrouvez les tutoriels d'information sur les violences sexuelles sur

 Association CVM

C'est quoi une agression sexuelle ?



Retrouvez toute l'actualité du CVM sur
www.cvm-mineurs.org

